

# Grèves : beaucoup de grévistes, mais peu d'enthousiasme ; pourquoi ?

LES luttes de la fonction publique depuis le 15 mars n'auront apporté aucune surprise : une remarque qu'il faut faire, c'est que parmi les salariés de ce secteur il n'y a toujours pas de grand enthousiasme. On suit ou l'on ne suit pas les consignes de grève : « Ça ne changera pas grand-chose » disent ceux qui ne suivent pas.

Notons tout de même au passage ce reflet d'un profond mécontentement : si l'enthousiasme n'existe pas, par contre les salariés suivent tout de même à 60 %, voire plus, l'ordre de grève, alors que les directions se paient le luxe de ne pas préparer les mouvements. C'est non seulement la preuve de l'ampleur du mécontentement, c'est aussi celle d'une force réelle du mouvement ouvrier, et, faute de mieux, de l'influence encore importante des bureaucrates.

Mais il est à remarquer que les rapports entre directions syndicales et salariés se sont dégradés depuis quelque temps. Si les bureaucrates freinent toute poussée tant soit peu importante des salariés, une opposition passive apparaît de plus en plus fréquemment aux grèves sans lendemain, opposition qui prend le sens d'une véritable critique des bureaucraties. A partir de là sont créées des situations très délicates.

Des cas encore plus délicats existent ; par exemple : ce n'est pas parce que les responsables syndicaux de la R.A.T.P. n'ont pu se mettre d'accord sur la date d'une grève qu'ils n'ont pas lancé l'ordre de grève dans ce secteur. La réalité est qu'après les discussions en commissions Grégoire, les salariés de la R.A.T.P. ont obtenu un certain nombre d'avantages, maigres sans doute, mais suffisants pour que les responsables ne soient pas sûrs

de voir suivi un appel à la grève. Autre exemple : au Comité de l'énergie atomique, les dernières et rares grèves n'ont pas été suivies parce que les responsables syndicaux n'ont pas voulu mener la bataille pour la cinquième semaine de congé que 80 % au moins du personnel voulait engager dès 1963. De plus, aucune occasion n'a été manquée de souligner le caractère spécifique des revendications de ce secteur. Comment, dans ces conditions, mobiliser les salariés de l'Énergie atomique, et comment lier leur lutte à celle du secteur public ? Ajoutons à cela qu'après la signature d'un protocole d'accord collectif (P.A.C.) par la C.G.T. et F.O., les deux centrales signataires demandèrent à l'administration l'exclusion des représentants de la C.F.D.T. des organismes chargés d'appliquer le P.A.C. ; or, aujourd'hui, on en est aux accords C.G.T.-C.F.D.T., et un certain malaise règne entre syndicats. Tout ceci explique en partie que le personnel du C.E.A., et spécialement à Saclay, ne soit pas « chaud » pour la petite grève de routine et l'ait déjà fait savoir en ne suivant que très médiocrement les ordres de grève depuis 1963.

Comment juger ces phénomènes qui peuvent aller jusqu'à la « grève de la grève » et manifestent à tout le moins une résistance passive des salariés aux directions syndicales ? Ce n'est pas une situation simple : d'une part nous devons constater que le cours des directions découle d'une stratégie qui trahit délibérément le mouvement ouvrier et d'autre part nous devons considérer que tout refus des salariés de suivre un mot d'ordre de grève ne prend pas seulement l'aspect d'une dénonciation des directions mais aboutit à l'affaiblissement des centrales. Il découle de cela que le problème est : comment limiter les effets négatifs de la résistance aux bureaucraties ? comment amener les salariés à une forme active de résistance et quelles armes donner aux militants contre l'opportunisme et les méthodes bureaucratiques des directions, tout cela sans tomber dans les erreurs sectaires qui conduiraient à un résultat contraire de celui escompté ?

Un autre problème doit être posé : on ne peut rien expliquer par les erreurs tactiques des directions, l'absence de direction dans les luttes, le refus ou la déformation sectaire de l'unité d'action, les compromis les plus divers et les coups de frein donnés régulièrement aux mouvements susceptibles de s'étendre. La tactique elle-même doit être expliquée, et ne peut l'être que par la stratégie des luttes et donc des perspectives. Or, quelles sont aujourd'hui des perspectives des directions ? Rien de plus que de remporter

une « grande victoire » lors des élections législatives ; c'est sous cet angle qu'il faut juger, et de la manière dont sont conduites les luttes, et du peu d'enthousiasme de bon nombre de salariés. Pour les directions, il s'agit de montrer aux alliés éventuels, en l'occurrence les « démocrates » à la Mitterrand, que si l'on est capable de mobiliser les salariés on peut également contrôler l'ampleur des luttes, voire même les arrêter purement et simplement. En bref, ce sont des garanties que les directions du P.C.F. et de la C.G.T. donnent aux social-démocrates et à leurs acolytes bourgeois, garantie que l'on saura domestiquer le mouvement ouvrier si les besoins de la démocratie parlementaire l'exigent et si des ouvertures sont faites qui facilitent la désormais fameuse « réintégration » du P.C.F. dans la vie politique française. Et donc, avec des perspectives politiques aussi limitées que dangereuses, on ne s'étonnera pas que les salariés ne soient pas toujours enclins à écouter les directions. C'est que, dans le mouvement ouvrier, et spécialement dans ses couches les moins politisées, on en est arrivé à la nausée de tout ce qui est « la politique » au sens parlementaire et manœuvrier du terme.

Le problème essentiel immédiat peut se ramener à la question : comment faire connaître et appliquer le programme de transition à partir du niveau des syndicats ? Ceci est d'autant plus important que le danger, dans la période actuelle, est que bon nombre de militants, faute de perspective et de direction révolutionnaires, soient prêts à soutenir un Mitterrand au nom du « concret » et de « l'efficacité ». Il est donc de la plus haute importance que l'on s'attache à répondre à toute une série de préoccupations de militants et de cadres syndicaux et politiques : qu'est-ce qu'il faut entendre par unité d'action ? Sur quelles bases peut-il y avoir unité d'action ? Quel rapport existe-t-il entre les accords C.G.T.-C.F.D.T. et l'unité d'action ? Comment mener une lutte pour la démocratie dans les organisations ouvrières ou, plus exactement, comment faire entendre la critique de la tactique actuelle des luttes (tous à la queue-leu-leu) qui pourrait fort bien ajouter à l'absence d'enthousiasme un relatif découragement ? Tels sont les problèmes soulevés par les luttes ouvrières depuis la grève des mineurs en 1963 jusqu'à celles des secteurs public et nationalisé cette année. A ces questions, nous nous efforcerons de répondre ici dès notre prochain numéro, mais d'ores et déjà nous appelons nos lecteurs à nous écrire pour nous apporter à ce sujet l'appui de leurs expériences.

Antoine VALLON.

## LUU THANH KIEM

Après la mort de Raphaël Zakine, celle de « Bruno » Birger, le cancer vient de nous enlever Luu Thanh Kiem que certains de nos amis ne connaissent que sous le nom d'Alfred.

Kiem n'avait pas encore trente-cinq ans, mais c'était un révolutionnaire chevronné dont le dévouement à notre Internationale était absolu. Très jeune, il avait adhéré à la Jeunesse d'avant-garde révolutionnaire, organisation du sud du Vietnam, dont le rôle fut décisif pour porter au pouvoir en 1945 le Comité exécutif du Nam-Bo.

Quand la France déclencha la guerre de reconquête coloniale, Kiem gagna le maquis où il se battit deux ans. Mais il y trouva — étonnante manifestation de la vitalité des germes révolutionnaires dans des conditions qui peuvent paraître assez contrairement — des œuvres de Trotsky qui lui éclairèrent tous les problèmes d'un nouveau jour et décidèrent de son existence. Son trotskysme candide entraînant la suspicion et l'hostilité des stalinien qui étaient à ses côtés, il regagna la ville où il rejoignit les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Après les accords de Genève, il vint en France achever des études d'ingénieur.

Depuis dix ans, il militait dans notre section française, sans rompre le contact avec ce Vietnam vers lequel il

demeurait anxieusement tourné, explorant toutes les possibilités d'un retour qui soit un renouveau du trotskysme sur son sol.

Type du révolutionnaire vietnamien, c'est-à-dire d'un homme pour qui la révolution était l'essence de la vie, il ne ménageait pas ses forces. Propagandiste de talent, il était un recruteur acharné, sachant découvrir autour de lui, surtout dans son milieu professionnel — le cinéma — des artistes aux techniques, les éléments les plus solides pour les amener au marxisme révolutionnaire. La gentillesse de comportement s'alliait en lui à l'exigence de la plus grande rigueur dans le travail, où il savait toujours payer de sa personne et où aucune tâche ne le rebutait.

Voici deux ans, il entra comme suppléant dans notre comité central, où il fut réélu comme titulaire lors de notre 18<sup>e</sup> congrès. Hélas, il ne devait plus participer à nos travaux. Son dernier article contre la guerre du Vietnam parut dans le numéro d'octobre de notre journal sous la signature Long Tuyen.

Une lourde tristesse nous a atteints tous en apprenant sa mort. Nous adressons nos condoléances à tous les siens, et particulièrement à sa compagne qu'il laisse avec une petite fille nouveaunée. Une cellule de notre parti portera le nom de Kiem.

DES TROTSKYSTES VIETNAMIENS CABLENT DE SAIGON :

CAMARADES VIETNAMIENS REGRETTENT PERTE FOUDROYANTE KIEM — CONDOLEANCES SINCERES.

## 3<sup>me</sup> Conférence nationale féminine de la C.G.T.

## FEMMES SUREXPLOITÉES

IL Y A en France 5 millions de travailleuses. Leur lutte revendicative ne peut être dissociée de celle de tous les travailleurs en général. Mais la confrontation de 1.000 délégués (dont 750 femmes) venant de tous les coins de France, de toutes les professions, met en évidence le fait que la main-d'œuvre féminine est la plus exploitée.

Elle est aussi la moins organisée syndicalement. Pourtant les actions unies se font de plus en plus nombreuses, et les succès obtenus sont très encourageants. C'est ce qui se dégage des exposés des militantes réunies à la 3<sup>me</sup> Conférence nationale de la C.G.T. « pour la défense des revendications et l'organisation des travailleuses ».

« Le temps et les moyens de vivre », les femmes prennent cela au sérieux, on peut compter sur elles pour en faire le thème de leur action. Elles ressentent, avec sans doute plus d'acuité que les hommes, dans une société patriarcale et capitaliste, le manque de temps pour lire, pour accéder à la culture, à la promotion sociale, pour se détendre simplement, pour se pencher sur l'éducation des enfants ; et aussi la carence en écoles, crèches, patronages laïques, dont elles ont un souci plus quotidien, plus pressant que leurs compagnons.

Très net est maintenant le mouvement patronal de durcissement des conditions de travail (en particulier la tendance à accélérer les cadences) qui précipite une prise de conscience.

Un autre problème enfin est créé par l'arrivée de jeunes de moins de 18 ans sur le marché du travail (dans le Nord, 6.000 jeunes filles cherchent du travail).

Sans qualification en général, c'est surtout vrai pour les jeunes filles de province qui sont exploitées impitoyablement dans des entreprises sans organisation syndicale, employant quasi exclusivement du personnel féminin et jeune. Les salaires très inférieurs au SMIG sont justifiés cyniquement par les patrons en tant que salaires d'appoint. En fait, bien entendu, ces salaires sont très « nécessaires ». La première de toutes les revendications féminines reste donc : A travail égal, salaire égal.

En Belgique, à Liège (80 % de syndiquées), une grève sauvage de 3.000 femmes contre la discrimination entre les salaires masculins et féminins et contre la classification de fonctions spécifiquement féminines a eu lieu : c'est le type de l'action nécessaire.

Voici quelques exemples :

Dans le Lot — pays sans industrie — les femmes font 56 heures par semaine dans les entreprises d'articles de voyage. Dans la confection, on travaille même le dimanche matin.

Six jours sur sept de présence au sanatorium de Montfaucon.

Dans la Gironde, à la chocolaterie Coop, des femmes font 10 h. 30 de travail continu à une machine (avec une pause de 30 m). On y paye 1 F 60 de l'heure une saisonnière de 16 ans, et 2 F 28 aux ouvrières après quatre ans de présence. Aux Accumulateurs, il y a des salaires de 330 Fr.

Bourgeois (parfums) paye 2 F 45 de l'heure, soit 400 F mensuellement. A Paris, dans l'industrie du livre, il y a 25 % d'écart de salaires chez les brocheurs entre hommes et femmes P2. La décentra-

tion des imprimeries (par exemple l'imprimerie Lamartine qui licencie des ouvrières de 50 à 65 ans ayant 25 ans de maison) permet le réembauchage à de plus bas salaires.

En Seine-Maritime, à la CIPEL (piles électriques), avec 45 heures par semaine, on obtient un salaire de 440 F par mois.

A la verrerie d'Aumale, qui emploie un personnel féminin prédominant, des jeunes filles travaillent parmi les débris de verre, sans protection, et avaient un salaire horaire de 1 F 50 (elles viennent d'obtenir 0 F 50 d'augmentation !).

Dans la Nièvre, à la Thomson, chez Kleber-Colombes, les femmes sont OS 1 et OS 2. Elles travaillent par poste, finissant parfois à 22 heures pour reprendre à 6 heures. Dans l'habillement, un salaire courant est 2 F de l'heure (avec quelquefois 50 km de trajet quotidien). Au supermarché les vendeuses déchargent les camions. On embauche par contrat renouvelable pour empêcher les revendications, avec limite d'âge (de 35 ans à la Thomson).

A Paris, chez Eco (prêt à porter), il faut tenir le rendement à 100 % (comptant par exemple quelques secondes pour poser une poche) : salaire obtenu 520 F. Mais des travailleuses s'organisent et obtiennent quelques améliorations.

Dans le Rhône, 150.000 travailleuses : alimentation, EDF, cuirs et peaux, habillement — obtention de la réduction du temps de travail, semaine en 5 jours, CET et lycées techniques accessibles aux jeunes filles.

Chez SPECIA, retraite à 57 ans.

Dans le Nord (matières plastiques), les femmes ont obtenu la suppression des

abaissements de salaires pour les conductrices de machines de 16 ans.

A l'Arsenal de Brest, elles demandent que l'école d'apprentissage soit ouverte aux filles, elles obtiennent une pause pour les mécanographes et 44 heures en cinq jours.

A l'hôpital de Saint-Etienne, il manque 30 % d'infirmières, les femmes de service surveillent les malades. A la buanderie, cadence infernale : il faudrait passer un drap toutes les 20 secondes. Le personnel a refusé le palliatif consistant à recourir aux horaires semés de larges coupures dans la journée. La direction a refusé.

A Rhodia-Aceta, folle cadence donnant 65 % de troubles nerveux. La direction demande 25 % d'accélération. Débrayage à cent pour cent.

Au Crédit Lyonnais, les femmes ont obtenu la retraite à 55 ans et la diminution de la journée de travail d'un quart d'heure.

Au Trésor, les grévistes sont solidaires à 90 % pour exiger 40 heures de travail.

A Douai, hommes et femmes se réunissent pour mettre au point une plateforme revendicative commune.

Les théoriciens « modernistes » ont découvert qu'il n'y avait plus de misère et que la lutte de classes était dépassée. Tous les exemples donnés à la 3<sup>me</sup> Conférence nationale féminine de la CGT prouvent qu'il y a au moins la moitié féminine de la population à qui ces « nouveautés » ne s'appliquent pas et qui affronte toujours des problèmes du type XIX<sup>me</sup> siècle.

Aline LEQUENNE